



Climate Change
Performance
Index

Résultats 2020

Jan Burck, Ursula Hagen, Niklas Höhne, Leonardo Nascimento, Christoph Bals



Mentions légales

Germanwatch – Bureau Bonn

Kaiserstr. 201
D-53113 Bonn, Allemagne
Tél. +49 (0) 228 60492-0
Fax +49 (0) 228 60492-19

Germanwatch – Bureau Berlin

Stresemannstr. 72
D-10963 Berlin, Allemagne
Tél. +49 (0) 30 28 88 356-0
Fax +49 (0) 30 28 88 356-1

E-mail : info@germanwatch.org
www.germanwatch.org



NewClimate Institute – Bureau Cologne

Clever Str. 13-15
D-50668 Cologne, Allemagne
Tél. +49 (0) 221 99983300

NewClimate Institute – Bureau Berlin

Schönhauser Allee 10-11
D-10119 Berlin, Allemagne
Tél. +49 (0) 030 208492742



CAN

Climate Action Network International

Rmayl, Nahr Street,
Jaara Building, 4th floor
P.O.Box: 14-5472
Beirut, Lebanon
Tél. +961 1 447192



Auteurs :

Jan Burck, Ursula Hagen, Niklas Höhne,
Leonardo Nascimento, Christoph Bals

Avec l'aide de :

Pieter van Breenvoort, Violeta Helling, Anna Wördehoff,
Gereon tho Pesch

Traduction :

Virgine Dezetter

Éditeurs :

Marine Pouget, Janina Longwitz

Cartes :

Violeta Helling

Dessin :

Dietmar Putscher

Photo de couverture : shutterstock/Tupungato

Décembre 2019

Numéro de commande : 20-2-03fr

Cette publication ainsi que des cartes et des tableaux interactifs
sont disponibles sur Internet à l'adresse suivante :

www.climate-change-performance-index.org

Contenu

Avant-propos	3
1. Résultats Généraux IPC 2020	4
2. Résultats clés par pays	6

Avant-propos : Informé sur le processus de renforcement de l'ambition climatique

Publié chaque année depuis 2005, l'Indice de Performance Climatique (IPC) est un outil de surveillance indépendant permettant de suivre les performances des pays en matière de protection du climat. Il vise à renforcer la transparence de la politique internationale en matière de climat et permet de comparer les efforts de protection du climat et les progrès réalisés par chaque pays. La phase de mise en œuvre de l'Accord de Paris entre dans une étape cruciale en 2020, au cours de laquelle les pays doivent soumettre leurs contributions déterminées au niveau national (CDN) actualisées. Dans ce contexte, l'IPC a pour objectif d'informer sur le processus de renforcement de l'ambition climatique. Instrument fiable et de longue date permettant d'identifier les leaders et les retardataires en matière de protection du climat, l'IPC peut être un instrument puissant pour mettre les gouvernements en face de la responsabilité qui leur incombe d'agir face à la crise climatique et de stimuler une course à la lutte contre le changement climatique.



Jan Burck
(Germanwatch)



Ursula Hagen
(Germanwatch)



Niklas Höhne
(NewClimate Institute)



Leonardo Nascimento
(NewClimate Institute)



Stephan Singer
(Climate Action
Network International)

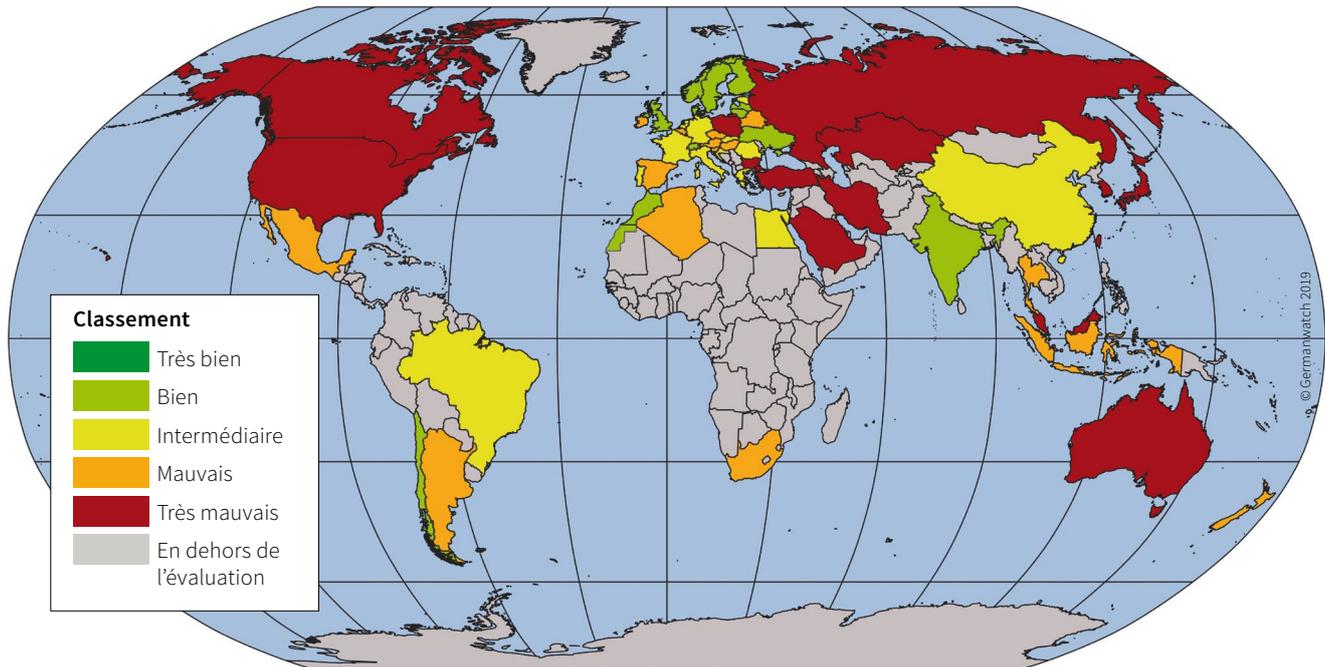
Auteurs et remerciements

L'Index est publié par Germanwatch, le NewClimate Institute et le Climate Action Network. La section de politique climatique de l'IPC, unique en son genre, qui évalue la performance des pays en matière de climat au niveau national et international, n'est possible que grâce au soutien continu et aux contributions

d'environ 350 experts du climat et de l'énergie. Nous exprimons notre gratitude à ces experts et apprécions grandement leur temps, leurs efforts et leurs connaissances qui ont contribué à cette publication.*

* Une liste complète des contributeurs à l'évaluation de la politique climatique figure dans l'annexe de la version anglaise de cette publication.

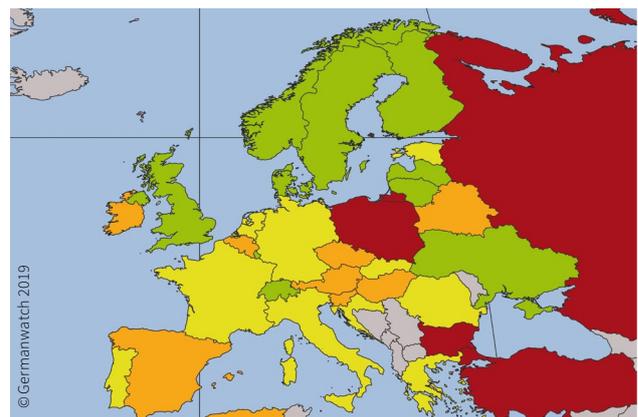
1. Résultats Généraux IPC 2020



Notation globale des résultats clés : toujours aucun pays ne se classe parmi les trois premiers.

La carte du monde montre les résultats agrégés et la performance globale des pays évalués. Le tableau montre le classement général et indique la performance des pays dans les différentes catégories de l'indice. Les résultats principaux sont les suivants :

- Aucun pays ne réussit suffisamment *bien* dans toutes les catégories de l'indice pour obtenir une *très bonne* note globale. Par conséquent, encore une fois, les trois premiers rangs du classement général restent vides.
- Performances du G20 : seuls deux pays du G20 se classent parmi les pays les plus performants notés *bien* (le Royaume-Uni et l'Inde), tandis que huit pays du G20 se classent parmi les pays les moins performants notés *très mauvais*.
- Performance de l'UE : la Pologne remplace l'Irlande en tant que pays de l'UE affichant la *pire* performance de l'indice de cette année. Huit pays de l'UE se classent parmi les pays les plus performants notés *bien*, tandis que l'UE dans son ensemble perd six places et se classe dans le groupe des pays aux performances *intermédiaires* de l'indice de cette année.
- Le Chili, nouveau venu de l'IPC, se classe 11^e avec une *bonne* performance globale.



Les trois meilleures performances :

-  **La Suède** est en tête du groupe des pays les plus performants, comme elle l'a fait ces deux dernières années.
-  **Le Danemark** monte de dix rangs pour devenir le deuxième pays le plus performant de l'IPC de cette année.
-  **Le Maroc** perd une place dans le classement général mais conserve sa *bonne* performance générale.

Les trois pires performances :

-  **Le Taipei** chinois chute de trois places et occupe maintenant le 59^e rang.
-  **L'Arabie saoudite** occupe toujours un rang très bas, mais pour la première fois elle n'occupe pas le dernier rang de l'indice.
-  **Les États-Unis**, après avoir perdu trois places au classement de l'année dernière, poursuivent leur tendance à la baisse, s'écroulant au dernier rang.

Rang	Pays	Score***	Catégorie
1.*	-	-	
2.	-	-	
3.	-	-	
4.	- Suède	75,77	
5.	▲ Danemark	71,14	
6.	▼ Maroc	70,63	
7.	▲ Royaume-Uni	69,80	
8.	▼ Lituanie	66,22	
9.	▲ Inde	66,02	
10.	▲ Finlande	63,25	
11.	Chili	62,88	
12.	- Norvège	61,14	
13.	▲ Luxembourg	60,91	
14.	▼ Malte	60,76	
15.	▼ Lettonie	60,75	
16.	▼ Suisse	60,61	
17.**	▲ Ukraine	60,60	
18.	▲ France	57,90	
19.	▲ Égypte	57,53	
20.	▼ Croatie	56,97	
21.	▲ Brésil	55,82	
22.	▼ Union européenne (28)	55,82	
23.	▲ Allemagne	55,78	
24.	▼ Roumanie	54,85	
25.	▼ Portugal	54,10	
26.	▼ Italie	53,92	
27.	▼ Slovaquie	52,69	
28.	▲ Grèce	52,59	
29.	▼ Pays-Bas	50,89	
30.	▲ Chine	48,16	
31.	▲ Estonie	48,05	
32.	▼ Mexique	47,01	
33.	▲ Thaïlande	46,76	
34.	▲ Espagne	46,03	
35.	▼ Belgique	45,73	
36.	▲ Afrique du Sud	45,67	
37.	▲ Nouvelle-Zélande	45,67	
38.	▼ Autriche	44,74	
39.	▼ Indonésie	44,65	
40.	▼ Biélorussie	44,18	
41.	▲ Irlande	44,04	
42.	▼ Argentine	43,77	
43.	▼ République tchèque	42,93	
44.	▼ Slovénie	41,91	
45.	▲ Chypre	41,66	
46.	▲ Algérie	41,45	
47.	▼ Hongrie	41,17	
48.	▲ Turquie	40,76	
49.	▼ Bulgarie	40,12	
50.	▼ Pologne	39,98	
51.	▼ Japon	39,03	
52.	- Russie	37,85	
53.	▼ Malaisie	34,21	
54.	▼ Kazakhstan	33,39	
55.	▼ Canada	31,01	
56.	▼ Australie	30,75	
57.	▲ Iran	28,41	
58.	▼ République de Corée	26,75	
59.	▼ Taiwan	23,33	
60.	- Arabie saoudite	22,03	
61.	▼ États-Unis	18,60	

Catégories de l'Indice

- Émissions (40% pondération)
- Énergies renouvelables (20% pondération)
- Consommation énergétique (20% pondération)
- Politique climatique (20% pondération)

* Aucun pays n'attend que le rang un à très puisqu'aucun pays ne fait assez pour prévenir le changement climatique dangereux.
 ** La position de l'Ukraine dans le résultat global est fortement influencée par l'impact du conflit dans la région de Donbas.
 *** arrondi

2. Résultats clés par pays

Le texte suivant fournit un bref résumé des performances de 25 pays sélectionnés et de l'UE. Les cases de couleur indiquent le rang du pays dans l'IPC de cette année, tandis que les cases grises font référence à son rang de l'année dernière. Vous trouverez plus de textes de pays sur :

www.climate-change-performance-index.org



Suède

4 4 

Comme les deux années précédentes, la Suède occupe le quatrième rang et reste l'un des pionniers parmi les pays les plus performants. Elle reçoit de *bonnes* notes dans les catégories des émissions, énergies renouvelables et politique climatique. La Suède affiche de *mauvaises* performances dans la catégorie de consommation énergétique, ce qui reflète le niveau élevé de consommation d'énergie par habitant et l'absence d'objectif 2030 compatible avec une trajectoire bien en-dessous de 2°C. Les experts nationaux critiquent l'absence d'objectif en matière de consommation d'énergie en Suède et le manque d'incitations à l'efficacité énergétique qui ont un impact limité. Dans l'ensemble, ils félicitent un solide cadre de politique climatique, notamment l'objectif de zéro émissions nettes pour 2045 (fixé auparavant pour 2050), la taxe sur le carbone la plus élevée au monde et l'objectif de 100 % d'énergies renouvelables d'ici 2040. Toutefois, ils soulignent que même les ambitions élevées de la Suède ne suffisent pas pour atteindre l'objectif de l'Accord de Paris. Les experts signalent que, pour placer le pays sur une trajectoire bien au-dessous de 2°C, les émissions de la Suède devraient atteindre le zéro net d'ici 2030, et ils préconisent une réduction des émissions basées sur la consommation. Étant donné que le pays est un ardent défenseur d'une action ambitieuse en faveur du climat au niveau de l'UE et l'un des contributeurs financiers les plus importants au Fonds vert pour le climat, les experts nationaux attribuent au pays une *très bonne* note en matière de politique climatique.



Danemark

5 15 

Classé 5^e de l'IPC cette année, le Danemark améliore son classement de dix places et reste parmi les pays les plus performants. Le pays a enregistré de légères améliorations dans les catégories d'émissions de gaz à effet de serre et d'énergies renouvelables, qui reçoivent une *bonne* note, ainsi que dans la catégorie de consommation d'énergie, où le pays reçoit une note *intermédiaire*. La plus grande amélioration réside toutefois dans la note *bien* attribuée par les experts nationaux dans la catégorie de politique climatique, le Danemark ayant gravi 24 rangs pour se classer au 9^e rang. Les commentaires des experts montrent que le gouvernement nouvellement élu (depuis juin 2019) est le principal facteur de l'évolution positive récente de la politique climatique du Danemark, mentionnant en particulier la nouvelle loi sur le climat, qui prévoit un objectif de réduction des émissions de 70 % d'ici 2030 (par rapport aux niveaux de 1990), et qui devrait être terminée d'ici la fin de l'année. L'objectif officiel de sortie du charbon d'ici 2030 et les

tendances positives dans le secteur non énergétique ont également conduit à la note globale *bien* attribuée à la politique climatique nationale.



Maroc

6 5 

Dans une situation très similaire à celle de l'année dernière, le Maroc perd une place et se positionne désormais au sixième rang des pays à *bonne* performance. Le pays se classe parmi les dix premiers dans les catégories des émissions, de consommation énergétique et de politique climatique, qui sont toutes notées relativement *bien*. En revanche, le pays se situe dans le groupe des pays à performance *intermédiaire* en matière d'énergies renouvelables. Les experts soulignent toutefois les ambitions élevées du Maroc avec l'objectif de 42 % pour 2020 et de 52 % pour 2030 dans le secteur de l'électricité. Les objectifs ambitieux de réduction des émissions à l'horizon 2030, actuellement étendus à 2050, et la réussite de l'élimination des subventions aux combustibles fossiles (en partie) en 2015 sont également à l'origine des *bonnes* notes attribuées par les experts. Cependant, les experts nationaux s'inquiètent d'un manque de conversation avec les communautés locales dans le cadre de projets d'énergie renouvelable centralisés à grande échelle et dirigés par le gouvernement. De plus, ils critiquent une politique climatique moins efficace dans des domaines autres que l'approvisionnement en énergie. Le rôle actif joué par le Maroc dans le plaidoyer en faveur des pays les moins avancés dans les négociations internationales a été récompensé par une *bonne* note des experts pour sa performance en matière de politique climatique internationale.



Royaume-Uni

7 8 

Classé 7^e, le Royaume-Uni reste dans le top 10 de l'IPC de cette année. Le pays reçoit de *bonnes* notes dans toutes les catégories. En particulier, le Royaume-Uni affiche des tendances positives dans les catégories des émissions et de consommation énergétique, et une tendance très positive dans la catégorie d'énergies renouvelables. Les experts remarquent qu'en 2019, pour la première fois, les énergies renouvelables fournissaient plus d'électricité aux foyers et aux entreprises britanniques que les combustibles fossiles. Cependant, les données montrent que la part globale des énergies renouvelables, à 10 % dans tous les secteurs de l'énergie au Royaume-Uni, reste *mauvaise*. En outre, alors que l'objectif de réduction des émissions pour 2030 obtient une *bonne* note, les objectifs en matière d'énergies renouvelables et de consommation énergétique sont encore insuffisants et sont donc jugés mauvais ou *très mauvais* pour leur compatibilité avec une trajectoire bien en-dessous de 2°C. Les experts nationaux ont attribué la note *bien* à la politique climatique du Royaume-Uni, notamment en ce qui concerne l'annonce de la neutralité carbone en juin 2019 et l'interdiction du carbone à l'horizon 2025. Ils prennent également acte de l'annonce par le gouvernement de la création d'un nouveau Comité sur le changement climatique, action visant à réduire les émissions. Cependant, les experts observent un

décalage persistant entre les objectifs et leur mise en œuvre, le pays n'ayant pas encore atteint son budget carbone à moyen terme. Par conséquent, ils soulignent la nécessité de mettre en œuvre rapidement de nouvelles stratégies et de nouveaux mécanismes afin d'atteindre l'objectif de zéro émissions nettes. Ils font également remarquer que plusieurs réglementations climatiques positives, en particulier dans le domaine de la consommation d'énergie, sont en danger avec un scénario du Brexit sans accords.



Inde

9

11



L'Inde se classe pour la première fois dans le top dix de l'IPC de cette année. Les niveaux actuels d'émissions et de consommation d'énergie par habitant sont encore relativement faibles et, associés aux objectifs ambitieux fixés pour 2030, permettent d'obtenir de *bonnes* notes pour les catégories d'émissions et de consommation énergétique. Alors que le pays reçoit une note générale *intermédiaire* dans la catégorie des énergies renouvelables, l'objectif de l'Inde pour les énergies renouvelables à l'horizon 2030 est noté *très bien* en raison de sa compatibilité avec une trajectoire pour maintenir le réchauffement de la planète bien en dessous de 2°C. Les experts nationaux félicitent le gouvernement d'avoir mis en place des politiques énergiques pour soutenir l'expansion des énergies renouvelables, ce qui est nécessaire pour atteindre les objectifs ambitieux, car les ajouts récents de capacité d'énergie renouvelable sont inférieurs au niveau requis. Malgré une *bonne* note globale pour sa performance en politique climatique, les experts soulignent que le gouvernement n'a pas encore élaboré de feuille de route pour l'élimination progressive des subventions aux combustibles fossiles, ce qui réduirait considérablement la forte dépendance du pays au charbon.



Suisse

16

9



Par rapport à l'édition de l'année dernière, la Suisse a perdu sept places et passe au 16^e rang, toujours parmi les pays les notés *très bien*. Dans les catégories des émissions, des énergies renouvelables et de consommation énergétique, les notes de la Suisse restent similaires à celles de l'année dernière, avec de *bonnes* notes pour les émissions et la consommation énergétique, et une note *intermédiaire* pour les énergies renouvelables. La baisse considérable de la position de la Suisse peut donc être liée à la baisse importante de la note attribuée par les experts nationaux à sa performance en matière de politique climatique, désormais *intermédiaire* plutôt que *bonne*. Les experts critiquent le manque général d'ambition et de mise en œuvre de la politique climatique du pays. En ce qui concerne la réduction des émissions, la Suisse a annoncé en août 2019 un objectif zéro émissions nettes pour 2050, auquel il manque cependant une stratégie contraignante afin de garantir sa mise en œuvre. L'objectif pour 2030 de réduction de 30 % des émissions nationales et de 20 % pour les émissions internationales par rapport aux niveaux de 1990 ne correspond pas non plus à une trajectoire bien inférieure à 2°C. En outre, les experts pointent du doigt les subventions existantes pour les combustibles fossiles et notent avec inquiétude la récente augmentation des émissions des transports, celles-ci n'ayant pas encore

été intégrées dans le système de taxe sur le carbone en vigueur dans le pays. Les experts remarquent en outre que les régimes de soutien inefficaces en matière d'énergies renouvelables ainsi que de faibles objectifs pour l'avenir ne sont pas compatibles avec une trajectoire bien en-dessous de 2°C.



France

18

21



Avec une légère amélioration du rang 21 au rang 18, la France reste dans le groupe des pays à performance *intermédiaire* de l'IPC 2020. Le pays reçoit une note *intermédiaire* dans la catégorie des émissions et une *mauvaise* note dans la catégorie des énergies renouvelables, reflétant la part actuelle d'énergies renouvelables et l'objectif de 2030 relatif aux énergies renouvelables, tous deux notés *mauvais*. Les experts nationaux soulignent qu'il est hautement improbable que la France atteigne son objectif d'énergies renouvelables de 2020 et critiquent l'absence d'objectif au-delà de 2030. En attribuant une *bonne* note à sa performance en matière de politique climatique nationale, les experts nationaux félicitent l'objectif de réduction de la consommation d'énergie de 50 % entre 2012 et 2050 comme l'un des objectifs d'efficacité énergétique les plus ambitieux au monde. Ils reconnaissent l'ambition de la neutralité carbone à l'horizon 2050 et le lancement d'un label bas carbone dans les secteurs forestier et agricole. Toutefois, les experts critiquent le manque de mise en œuvre et d'ambition pour verdir le bouquet énergétique du pays et soulèvent des préoccupations concernant les conflits sociaux (notamment le mouvement des gilets jaunes) qui conduisent à une stagnation de la politique climatique nationale. Aux niveaux européen et international, les experts observent que la France occupe régulièrement une position de leader en faveur d'actions plus ambitieuses pour le climat, par exemple en lançant le One Planet Summit et le One Planet Lab. Par conséquent, les experts accordent également une *bonne* note à la performance du pays en matière de politique climatique internationale.



Brésil

21

22



Avec une performance globale notée *intermédiaire*, le Brésil se classe au 22^e rang de l'IPC de cette année. Il obtient une note *intermédiaire* dans la catégorie des émissions et une note *bien* dans les catégories énergies renouvelables et consommation énergétique. Le Brésil a une part relativement élevée d'énergies renouvelables, toutefois, les experts remarquent un manque de planification en vue de l'extension de ces technologies, ce qui a entraîné une utilisation croissante du charbon dans les sources d'énergie du Brésil. En outre, les experts soulignent l'absence de politiques de réduction des émissions à long terme et d'élimination progressive des subventions aux combustibles fossiles. Ils s'inquiètent des taux de déforestation, les plus élevés de la dernière décennie, et des incendies de forêt étendus en Amazonie, tandis que le gouvernement dirigé par le président Bolsonaro a réduit le budget de l'agence pour l'environnement consacré à la prévention des incendies et rejeté l'aide financière d'urgence fournie par les pays du G7. Les émissions résultantes ne sont pas encore reflétées dans l'IPC et pourraient conduire à une dégradation du classement du Brésil l'année prochaine. Alarmés par l'inadéquation des

politiques climatiques nationales, les experts attribuent une *mauvaise* note à la performance de la politique climatique nationale et une note *très mauvaise* à la performance de la politique climatique internationale, le Brésil se classant parmi les dix derniers.



UE

22

16



L'Union européenne (UE), la seule entité supranationale évaluée dans l'indice, se classe au 22^e rang de l'IPC de cette année et revient dans le groupe des pays à performance *intermédiaire*. Dans l'ensemble, l'UE représente environ 9 % des émissions mondiales de GES. L'UE reçoit des notes *intermédiaires* dans les catégories d'émissions, d'énergies renouvelables et de consommation énergétique, car elle n'est pas en voie d'atteindre ses objectifs peu ambitieux pour 2030. L'UE fait toujours partie des pays à *bonne* performance en matière de politique climatique, mais perd 10 rangs dans cette catégorie par rapport à l'indice de l'année dernière. Les experts notent avec inquiétude qu'au-delà de 2020, les objectifs nationaux en matière d'énergie renouvelable prévus par le droit de l'Union ne sont plus contraignants pour les États membres. Sur une note positive, ils reconnaissent l'initiative de la nouvelle présidente de la Commission européenne d'appeler à un objectif de réduction des émissions de -55 % d'ici 2030 par rapport à 1990. Les experts soulignent l'importance d'adopter une stratégie à long terme pour atteindre la neutralité climatique à l'horizon 2050, afin de mettre l'UE sur une trajectoire compatible avec un maintien du réchauffement sous la barre des 2°C. La stratégie à long terme est en cours de discussion et doit être votée à la mi-décembre 2019, et un résultat positif pourrait donc améliorer la performance de l'UE politique climatique dans la notation de l'année tout en envoyant un message important au niveau international. Sur la base des performances constructives de l'UE dans les enceintes internationales sur le renforcement de l'intégrité environnementale et de la justice climatique mondiale, elle est *bien* notée pour ses performances en matière de politique climatique internationale. L'UE étant composée de 28 États membres, le classement reflète également les différentes performances nationales accumulées.



Allemagne

23

27



Classé 23^e, l'Allemagne a légèrement amélioré son classement dans l'IPC de cette année. Avec des performances mitigées dans toutes les catégories, le pays continue de recevoir une note globale *intermédiaire*. Les émissions de gaz à effet de serre et la consommation d'énergie par habitant restent relativement élevées et ne diminuent pas assez rapidement pour placer le pays dans une trajectoire bien au-dessous de 2°C. Plus tôt en 2019, le gouvernement avait annoncé une sortie progressive du charbon d'ici 2038, dont la législation correspondante n'a toutefois pas encore été ratifiée. Dans le cadre du paquet d'actions pour le climat de 2019, le gouvernement allemand a annoncé un système de tarification du carbone, qui devrait être introduit en 2021, des mesures pour améliorer les transports en commun et un ensemble de mesures visant à accroître la part des énergies renouvelables. Bien que les experts reconnaissent ces signaux positifs dans les récents

développements de la politique climatique, ils soulignent que les objectifs et les mesures proposées ne sont pas encore suffisants pour mettre le pays sur une trajectoire bien au-dessous de 2°C. Ils notent en outre que les mesures récemment proposées ne compensent pas les récents retours en arrière, tels que l'expansion des énergies renouvelables et le secteur de l'éolien terrestre en particulier. Les experts soulignent que le suivi annuel, prévu dans le paquet d'actions pour le climat, est essentiel pour permettre des réajustements continus et pourrait ainsi améliorer les performances de la politique climatique de l'Allemagne dans les années à venir. À l'heure actuelle, la performance de la politique climatique nationale est jugée *intermédiaire*. Comme le pays plaide pour une action climatique ambitieuse au niveau international, il reçoit une *bonne* note globale dans la catégorie de politique climatique.



Portugal

25

17



Au 25^e rang de l'IPC de cette année, le Portugal tombe de huit rangs et se glisse dans le groupe des pays à performance *intermédiaire*. La performance du pays a diminué dans presque toutes les catégories, à l'exception de la politique climatique, où le pays continue d'obtenir une *bonne* note. Dans la catégorie des émissions, le Portugal se voit attribuer une note *très mauvaise*, notamment en raison de l'augmentation de ses émissions ces dernières années (2012-2017). La fin de la crise économique se traduit par une augmentation de la consommation d'énergie et des émissions. Les effets des sécheresses de plus en plus fortes provoquées par le changement climatique sont la principale raison de la chute du Portugal dans le classement. En 2017, le pays a été touché par de graves incendies de forêt et, à la suite d'années de sécheresse, les centrales hydroélectriques sont à court d'eau, ce qui entraîne une augmentation de l'utilisation des centrales à combustibles fossiles. Cela se reflète dans la note *mauvaise*, voire *très mauvaise*, attribuée aux indicateurs de tendance dans les catégories d'énergies renouvelables et consommation énergétique. Les experts nationaux critiquent le fait que, malgré la mise en place d'une taxe sur le carbone et les combustibles fossiles en 2018, le gouvernement a continué d'apporter 2,3 milliards d'euros d'avantages fiscaux au charbon en 2018. Toutefois, les évaluations des experts nationaux font également apparaître une évolution positive de la politique climatique du Portugal. Ils reconnaissent l'engagement du gouvernement pour atteindre l'objectif de neutralité carbone à l'horizon 2050, présenté en décembre 2018 et officiellement approuvé en juillet 2019, et pour une sortie progressive du charbon récemment anticipée jusqu'en 2023, qui doit être réalisée au moyen d'une énergie 100 % renouvelable d'ici au milieu du siècle. Etant donné que par le passé, les réglementations en matière consommation d'énergie et dans les secteurs non énergétiques n'ont pas donné suffisamment de résultats, les experts accueillent à bras ouverts l'adoption de nouvelles législations dans le secteur forestier, soulignant l'importance de ce secteur pour le pays. L'issue de ces législations reste cependant à voir. La performance globale ambitieuse et donc *bien* notée de la politique climatique nationale se reflète également au niveau international. Les experts félicitent le Portugal d'avoir plaidé en faveur d'une action ambitieuse en faveur du climat, plus récemment dans le contexte d'une

ambition accrue pour les objectifs à l'horizon 2030 et 2050 au niveau de l'UE. Pour ses performances en matière de politique climatique internationale, le pays obtient donc une *très bonne* note.



Chine

30

33



Classée au 30^e rang de l'IPC de cette année, la Chine monte de trois rangs mais reste parmi les derniers dans le groupe des pays à la note *intermédiaire*. Elle reste classée *très mauvais* dans la catégorie des émissions par rapport aux autres pays en termes de réduction absolue. Les experts nationaux soulignent que la Chine a déployé d'énormes efforts pour réduire les combustibles fossiles et les émissions de manière coordonnée, mais en raison de la turbulence de l'économie et du commerce, sa performance continue de générer des attentes dans la communauté internationale. En outre, les experts nationaux reconnaissent que la Chine a déployé de nombreux efforts pour atteindre ses objectifs 2020 dans la perspective des objectifs nationaux d'émissions de GES à l'horizon 2030. Cependant, des efforts supplémentaires sont nécessaires pour respecter une trajectoire bien en-dessous de 2°C. Alors que le pays est en voie d'atteindre ses objectifs et les promesses faites à Paris, les experts espèrent que la Chine augmentera ses objectifs l'année prochaine. Même si le pays pourrait encore augmenter la part d'énergie renouvelable dans son bouquet énergétique au cours des prochaines années, son classement dans la catégorie des énergies renouvelables reste *intermédiaire*. Malgré une tendance positive, les parts actuelles d'énergie renouvelable sont considérées comme *mauvaises* et les experts nationaux soulignent de manière critique la forte dépendance au charbon. En mettant en œuvre un système pilote d'échange de droits d'émission, la Chine affiche des efforts positifs dans le cadre de sa politique climatique nationale, ce qui conduit à une *bonne* note dans la catégorie de politique climatique.



Mexique

32

25



En passant du rang 25 au rang 32 dans l'IPC de cette année, le Mexique entre dans le groupe des pays à *mauvaise* performance. Il obtient une *mauvaise* note dans la catégorie des émissions, la tendance actuelle des émissions de GES par habitant étant jugée *très mauvaise*. Alors que le pays affiche une *mauvaise* performance dans la catégorie des énergies renouvelables, sa performance dans la catégorie de consommation énergétique est notée *bien*. Le Mexique se voit attribuer la note *bien* ou *très bien* pour tous les indicateurs et se classe parmi les dix premiers pays de la catégorie. En revanche, le Mexique a enregistré une baisse significative de la notation de sa politique climatique aux niveaux national et international. Les experts critiquent le manque d'ambition et de mise en œuvre des objectifs du Mexique pour 2030 en matière de réduction des émissions, d'énergie renouvelable et de consommation de l'énergie. En outre, ils observent que le nouveau gouvernement mexicain est beaucoup moins engagé dans les négociations internationales. Les experts soulignent que le gouvernement fédéral n'a pas encore présenté sa stratégie nationale sur les changements climatiques, qui, contenant de nouveaux objectifs et de nouvelles mesures, pourrait constituer un signal posi-

tif vers une politique climatique plus ambitieuse, qui placerait le pays dans une trajectoire bien au-dessous de 2°C.



Espagne

34

35



L'Espagne occupe le 34^e rang de l'IPC de cette année et reste dans le groupe des pays à *mauvaise* performance. Le pays passe d'une note *intermédiaire* à une *mauvaise* note dans les catégories des émissions et des énergies renouvelables. Cela est principalement dû à la *très mauvaise* note attribuée à l'objectif d'émissions pour 2030 et à la *très mauvaise* estimation de la tendance sur cinq ans (2012-2017) en ce qui concerne la part des énergies renouvelables. La tendance dans la catégorie de consommation énergétique montre une image similaire, indiquant une augmentation de la consommation d'énergie par habitant. Dans l'ensemble, l'Espagne continue d'obtenir une note *intermédiaire* dans la catégorie de consommation énergétique. Par rapport à l'année dernière, l'Espagne a amélioré son classement dans la catégorie de la politique climatique, passant de *mauvais* à *intermédiaire*. L'amélioration de la note résulte principalement d'une *bonne* évaluation de sa performance en politique climatique internationale. Les experts reconnaissent que l'Espagne a rejoint une coalition d'États membres de l'UE appelant à des objectifs climatiques plus ambitieux au niveau de l'UE. Au niveau national, les experts continuent toutefois de critiquer le manque d'ambition, l'absence de stratégie d'élimination progressive des combustibles fossiles et l'insuffisance des objectifs nationaux pour mettre le pays sur la voie d'une trajectoire bien au-dessous de 2°C. Globalement, cela conduit à une *mauvaise* évaluation de la performance de la politique climatique nationale du pays. Les développements politiques récents, qui ont suivi les élections législatives du 10 novembre 2019 et l'initiative de l'Espagne d'accueillir la 25^e Conférence des Parties, ne sont pas reflétés dans les évaluations de la politique climatique des experts. Le processus de formation d'un nouveau gouvernement étant toujours en cours, il reste à voir si les partis seront en mesure de faire passer l'action climatique au sommet de la liste des priorités politiques et d'améliorer le classement du pays dans les années à venir.



Afrique du Sud

36

39



L'Afrique du Sud se classe au 36^e rang de l'IPC de cette année et demeure dans la liste des pays à *mauvaise* performance. La performance du pays est considérée comme *mauvaise* dans la catégorie des émissions, affichant une *mauvaise* performance quant au niveau actuel de GES par habitant et à l'objectif de réduction des émissions de GES 2030 par rapport à une trajectoire bien inférieure à 2°C. Les experts nationaux critiquent le Plan National de Gestion Intégrée des Ressources en tant que politique officielle de production d'électricité à long terme (2030), car il appelle de manière à la sortie progressive du charbon tout en détaillant de nouvelles constructions pour le charbon. Ils remarquent en outre que la version actuelle de la stratégie de réduction des émissions ne précise pas les moyens à employer pour réduire les émissions. L'Afrique du Sud obtient également une *mauvaise* note pour sa performance dans la catégorie des énergies renouvelables, avec une note *très mauvaise* pour la part actuelle des énergies renouvelables. Les

experts nationaux observent que le principal mécanisme de soutien gouvernemental pour les énergies renouvelables, le REIPPPP*, est dans l'impasse. En revanche, on peut constater une évolution positive dans la catégorie de consommation énergétique, dans laquelle le pays a réduit sa consommation d'énergie par habitant et obtient une note globale *intermédiaire*. Compte tenu de ses objectifs encore trop peu ambitieux et de l'insuffisance des mesures prises pour avancer vers une trajectoire inférieure à 2°C, les experts attribuent à la politique climatique de l'Afrique du Sud une *très mauvaise* note. Avec la note *intermédiaire* attribuée aux performances du pays en matière de politique climatique, le résultat est une *mauvaise* note globale dans la catégorie de politique climatique.

Indonésie 39 38

L'Indonésie, qui figure au 39^e rang, reste dans la liste des pays à *mauvaise* performance dans l'IPC 2020. Par rapport à l'IPC 2019, le pays n'a pas été en mesure de conserver sa note *intermédiaire* dans la catégorie des émissions et reçoit désormais une *mauvaise* note. Toutefois, l'Indonésie a amélioré ses performances dans la catégorie de consommation énergétique, passant d'une note *intermédiaire* l'année dernière à une *bonne* note, car le niveau actuel de consommation d'énergie par habitant est compatible avec une trajectoire bien inférieure à 2°C. Le pays est classé comme *intermédiaire* en matière d'énergies renouvelables, car les experts critiquent un régime d'aide aux énergies renouvelables limité dans le secteur de l'électricité. En outre, des experts nationaux soulignent que les objectifs de la CDN en matière de réduction des émissions, d'énergies renouvelables et de consommation d'énergie ne sont pas clairement intégrés dans les politiques nationales et ne sont donc pas correctement mis en œuvre. Il en résulte une *très mauvaise* note pour la performance de la politique climatique nationale du pays. Avec une performance *intermédiaire* en politique climatique internationale, l'Indonésie reçoit une *mauvaise* note globale dans la catégorie de politique climatique.

Argentine 42 34

L'Argentine occupe le 42^e rang de l'IPC de cette année et reste dans la liste des pays à *mauvaise* performance. Les émissions de gaz à effet de serre du pays se situent toujours à un niveau relativement élevé et sont jugées *très mauvaises* pour leur compatibilité avec des températures bien inférieures à 2°C. En outre, la tendance sur cinq ans (2012-2017) ne montre aucun progrès significatif dans la réduction des émissions. Le pays continue de recevoir une *mauvaise* note dans la catégorie des énergies renouvelables et une note *intermédiaire* dans la catégorie de consommation énergétique. Les experts remarquent que les dernières données nationales font apparaître une forte augmentation des énergies renouvelables et voient donc le potentiel que l'Argentine améliore sa note dans la catégorie dans les années à venir. Alors que dans l'édition de l'année dernière, les experts nationaux avaient attribué une *bonne* note à la performance des politiques climatiques nationales, cette année, l'Argentine affiche une *mauvaise* évaluation. Les experts nationaux soulignent l'absence de stratégie à long terme pour la réduction des émissions et la faiblesse des politiques fores-

tières et agricoles. Avec une performance *intermédiaire* au niveau international, car l'Argentine a joué un rôle actif dans les négociations du G20 durant sa présidence en 2019, le pays se voit attribuer une note globale *intermédiaire* pour sa performance dans la catégorie de politique climatique.

Turquie 48 50

Classée à la 48^e place de l'IPC cette année, la Turquie reste dans la liste des pays à *très mauvaise* performance. Le pays continue d'afficher une *mauvaise* performance dans les catégories des émissions et de consommation énergétique. Sa note reste relativement *bonne* dans la catégorie des énergies renouvelables, principalement en raison de la croissance rapide des énergies renouvelables au cours des dernières années, mais les experts préviennent que cette tendance pourrait ne pas se poursuivre. Ils font remarquer que l'avenir du système actuel de soutien aux énergies renouvelables, expirant à la fin de 2020, est encore incertain. Comme la Turquie n'a toujours pas soumis sa CDN, ni ratifié l'Accord de Paris, n'a pas encore élaboré de stratégie 2050 de réduction des émissions et n'a pas de politique de sortie progressive du charbon, elle se voit attribuer une note *très mauvaise* pour ses performances en matière de politique climatique.

Japon 51 49

Classé au 51^e rang de l'IPC de cette année, le Japon chute de deux rangs et reste dans le groupe des pays à performance *très mauvaise*. Bien que le Japon ait réussi à réduire son niveau relativement élevé d'émissions par habitant et sa consommation d'énergie au cours des dernières années, les experts nationaux avertissent que, sans cadres de politique renforcés, il est peu probable que cette tendance se maintienne. La nécessité de mettre en place une politique plus ambitieuse est mise en évidence par une *mauvaise* évaluation de la compatibilité des objectifs 2030 en matière de réduction des émissions, d'énergies renouvelables et de consommation énergétique avec une trajectoire bien en-dessous de 2°C. De plus, les experts remarquent que la stratégie à long terme du Japon, visant à réduire de 80 % les dépenses d'ici 2050, manque d'ambition et n'a pas de feuille de route concrète à mettre en œuvre. Compte tenu du manque notable de leadership dans le contexte de la présidence du G20 de cette année et de la poursuite des importants financements publics consacrés au charbon à l'étranger, le résultat est une *très mauvaise* note dans la catégorie de politique climatique.

Russie 52 52

Avec une note globale *très mauvaise*, la Russie se classe 52^e dans l'IPC de cette année. Elle affiche une *mauvaise* performance dans les catégories des émissions, de la consommation énergétique et de la politique climatique ; et *très mauvaise* dans la catégorie des énergies renouvelables. L'objectif du pays en matière d'énergies renouvelables de 2,5 % d'ici 2024 et de 4 % d'ici 2035 est bien trop peu ambitieux pour s'aligner sur une trajectoire bien au-dessous de 2°C. Les experts nationaux critiquent l'absence de stratégie 2050 visant à réduire les émis-

* Programme d'approvisionnement et de production indépendante d'énergies renouvelables (Renewable Energy Independent Power Procurement Programme)

sions de carbone, l'absence de politiques visant à introduire un indicateur de prix du carbone et l'absence de plan pour la suppression progressive des subventions aux combustibles fossiles dans les nouveaux terminaux charbonniers en construction. Par conséquent, la performance de la Russie est notée *très mauvaise* en matière de politique climatique nationale. Sur le plan international, la Russie a enregistré des progrès positifs en entamant le processus de ratification de l'Accord de Paris, prévu pour novembre / décembre 2019. Toutefois, les experts observent un écart important entre la formulation positive et la mise en œuvre médiocre de la politique climatique globale de la Russie, notée *mauvaise*.

Canada 55 54

Le Canada se classe au 55^e rang de l'IPC 2020, avec des notes *très mauvaises* dans les catégories des émissions, énergies renouvelables et consommation énergétique. Dans les trois catégories, le pays n'est pas sur une trajectoire pour maintenir le réchauffement de la planète bien en-dessous de 2°C. Bien que le Canada soit reconnu pour son rôle proactif au niveau international, les experts continuent d'observer une différence entre le leadership international en matière de climat et la mise en œuvre nationale. Classé comme *intermédiaire* pour la politique climatique nationale, les experts reconnaissent les efforts déployés par le gouvernement libéral au cours des dernières années et en particulier la mise en œuvre ambitieuse d'un prix pancanadien sur le carbone en 2019. Cependant, ils notent que le recul subi par certains gouvernements infranationaux met une nouvelle fois en évidence les difficultés de mise en œuvre des politiques climatiques à tous les niveaux juridictionnels. Le climat a joué un rôle majeur dans les préparatifs des élections fédérales de fin octobre 2019. Il reste maintenant à voir si le gouvernement minoritaire nouvellement élu peut tirer parti des progrès réalisés jusqu'à présent, renforcer l'ambition et placer le pays dans une *bonne* voie pour une trajectoire bien en-dessous de 2°C.

Australie 56 55

Classé 56^e de l'IPC de cette année, l'Australie avec une note globale *très mauvaise* reste parmi les cinq pays à la pire performance. Le pays continue de recevoir de *très mauvaises* notes dans la catégorie de consommation énergétique et se classe au dernier rang des *mauvaises* performances dans les catégories des émissions et des énergies renouvelables. Les experts nationaux constatent un manque de progrès dans ces domaines, le gouvernement n'ayant pas précisé comment il compte atteindre son objectif insuffisant de réduction des émissions d'ici 2030 et n'ayant pas élaboré une stratégie d'atténuation à long terme. Bien que le gouvernement ne propose aucun autre objectif pour les énergies renouvelables au-delà de 2020, il continue de promouvoir l'expansion des combustibles fossiles et a approuvé en avril 2019 l'ouverture de la très controversée mine de charbon d'Adani. Les experts soulignent que le nouveau gouvernement est une force de plus en plus régressive dans les négociations et qu'il a fait l'objet de critiques de la part de plusieurs États insulaires du Pacifique quant à son manque d'ambition dans le cadre du Forum des

îles du Pacifique de cette année. Le rejet des récents rapports du GIEC, le Sommet des Nations unies pour l'action sur le climat, en septembre, et le retrait du financement du Fonds vert pour le climat (GCF) expliquent la *très mauvaise* performance globale de l'Australie dans la catégorie de politique climatique.

République de Corée 58 57

Avec ses performances globalement *très mauvaises*, la République de Corée présente une image très similaire à celle de l'édition précédente de l'IPC. Le pays n'a donc pas réussi à améliorer les indicateurs des catégories *très mal* notées d'émissions et de consommation énergétique. Cette note reflète les niveaux actuels élevés d'émissions de GES par habitant et de consommation d'énergie par habitant, avec une tendance à la hausse ces dernières années, ainsi que des objectifs 2030 insuffisants dans les deux catégories. Les experts nationaux soulignent que le pays n'atteindra pas son objectif de réduction des émissions pour 2020, et que les modifications de cet objectif et de celui de consommation énergétique seraient probablement encore trop peu ambitieuses pour placer le pays dans une trajectoire bien au-dessous de 2°C. Dans la catégorie des énergies renouvelables, la République de Corée continue de recevoir une *très bonne* note pour son taux de croissance des énergies renouvelables. Toutefois, la part actuelle des énergies renouvelables dans le bouquet énergétique restant à un niveau très bas, le pays figure toujours dans le groupe à performance *intermédiaire* pour la catégorie des énergies renouvelables. Les experts nationaux attribuent une note globale *intermédiaire* à la performance du pays dans la catégorie de politique climatique, reconnaissant le « troisième plan directeur énergétique (2019-2040) » du gouvernement, qui vise à porter la part des énergies renouvelables à 35 % d'ici 2040 et comprend des projets de réduction significative de la production d'électricité à partir du charbon.

Arabie saoudite 60 60

Pour la première fois dans l'IPC, l'Arabie saoudite n'est pas le pays le *moins* performant. Cependant, classée 60^e des 61 pays inclus dans l'index de cette année, l'Arabie saoudite reste parmi les derniers du groupe à *très mauvaise* performance. Elle obtient une *très mauvaise* note dans les trois catégories d'émissions, d'énergies renouvelables et de consommation énergétique, tant pour le niveau actuel que pour la compatibilité des objectifs nationaux 2030 avec une trajectoire bien au-dessous de 2°C. On peut toutefois observer une tendance positive dans le développement des énergies renouvelables au cours des dernières années. À cet égard, les experts félicitent les grands projets nationaux dans le domaine des énergies non basées sur le carbone. Toutefois, en l'absence de stratégies et d'objectifs clairs en matière de réduction des émissions, les experts nationaux attribuent une note globale *intermédiaire* à la performance des politiques climatiques nationales. Au niveau international, le pays affiche une *mauvaise* performance.



Etats-Unis d'Amérique

61

59



Pour la première fois, les États-Unis d'Amérique se situent au bas de l'échelle de l'IPC. Le pays reçoit des notes *très mauvaises* dans toutes les catégories sans exception. Les commentaires des experts donnent une image très problématique de la politique climatique des États-Unis dans tous les domaines. Au niveau national, il n'existe ni objectif ni politique visant à réduire les très fortes émissions de GES du pays. De plus, le système de transport en commun du pays est déficient et ses politiques agricoles et forestières sont extrêmement destructives et donc non durables. Les experts nationaux soulignent que la politique climatique nationale s'est détériorée sous l'administration du président Donald Trump et soulignent l'importance des mesures prises au niveau des États. Bien que des objectifs d'énergie renouvelable et de réduction de la consommation d'énergie soient en place dans certains États, leur force et leur mise en œuvre varient considérablement. Au niveau international, la politique climatique complète le tableau au niveau national, les États-Unis jouant un rôle destructeur dans les négociations internationales à tous les niveaux. Cette *très mauvaise* performance est également confortée par le fait que l'administration Trump a officiellement lancé le processus de retrait de l'Accord de Paris, qui devrait être finalisé le 4 novembre 2020.

Avertissement sur la comparaison avec les éditions précédentes de l'IPC

L'IPC 2020 (pour 57 pays sélectionnés et l'UE) est basé sur la conception méthodologique introduite en 2017 qui couvre toutes les émissions de gaz à effet de serre (GES)* et évalue les objectifs à l'horizon 2030 ainsi que la compatibilité avec une trajectoire qui maintienne le réchauffement global bien au-dessous de 2°C des niveaux actuels et des objectifs des pays dans les catégories d'« émissions de GES », « énergies renouvelables » et « consommation énergétique ». Par conséquent, la possibilité

de comparer les résultats de cette année et ceux des versions de l'indice antérieures à l'IPC 2018 est limitée. Cependant, les résultats de cette année sont comparables à l'édition IPC G20, ainsi qu'aux IPC 2018 et 2019. Veuillez noter que le Chili s'ajoute à la liste des pays évalués dans l'édition 2020 de l'IPC. Pour comparer directement les classements entre les éditions IPC 2019 et 2020, veuillez noter que les classements de l'année dernière ne sont pas ajustés tout au long de la publication.

* Tous les gaz de Kyoto (CO₂, CH₄, N₂O, HFKW, PFKW et SF₆), y compris les émissions provenant de l'utilisation des terres, du changement d'affectation des terres et de la foresterie (UTCAFT).

Germanwatch

Following the motto of *Observing. Analysing. Acting.* Germanwatch has been actively promoting global equity and livelihood preservation since 1991. We focus on the politics and economics of the Global North and their worldwide consequences. The situation of marginalised people in the Global South is the starting point for our work. Together with our members and supporters, and with other actors in civil society, we strive to serve as a strong lobbying force for sustainable development. We aim at our goals by advocating for prevention of dangerous climate change and its negative impacts, for guaranteeing food security, and for corporate compliance with human rights standards.

Germanwatch is funded by membership fees, donations, programme funding from Stiftung Zukunftsfaehigkeit (Foundation for Sustainability), and grants from public and private donors.

You can also help us to achieve our goals by becoming a member or by making a donation via the following account:

Bank fuer Sozialwirtschaft AG
BIC/Swift: BFSWDE33BER
IBAN: DE33 1002 0500 0003 2123 00

www.germanwatch.org

NewClimate Institute

The NewClimate Institute for Climate Policy and Global Sustainability is a Germany-based research institute generating ideas on climate change and driving their implementation. They do research, policy design and knowledge sharing on raising ambition for action against climate change and supporting sustainable development. Their core expertise lies in the areas of climate policy analysis, climate action tracking, climate finance, carbon markets, and sustainable energy.

www.newclimate.org

Climate Action Network

CAN members work to achieve this goal through information exchange and the coordinated development of NGO strategy on international, regional, and national climate issues. CAN has regional network hubs that coordinate these efforts around the world.

CAN members place a high priority on both a healthy environment and development that “meets the needs of the present without compromising the ability of future generations to meet their own needs” (Brundtland Commission). CAN’s vision is to protect the atmosphere while allowing for sustainable and equitable development worldwide.

www.climatenetwork.org

